



**Résolution : AGPQ-13-24.2 sur les compressions budgétaires de 14.9 millions \$ imposées par la ministre Nicole Léger.**

**Adoptée à l'unanimité par les 397 garderies privées subventionnées présentes lors de l'Assemblée d'information et de mobilisation tenue par l'Association des garderies privées du Québec le 24 septembre 2013.**

**Considérant que** le gouvernement du Québec et la ministre de la Famille, madame Nicole Léger, agissent de façon cavalière en ne respectant pas le réseau des garderies privées subventionnées, et ce, en imposant une coupe de subventions négociée en catimini avec les garderies d'État (CPE) sans nous consulter;

**Considérant que** ces coupes, de l'ordre de 28 600 \$ pour une installation de 80 places, seront appliquées dès le 1<sup>er</sup> novembre 2013;

**Considérant que** cette compression budgétaire de 2,8 % d'un budget annuel, infligée aux garderies subventionnées, survient en plein milieu de l'année financière, alors que les règles budgétaires entraient en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2013;

**Considérant que** le gouvernement Marois et la ministre Léger bafouent une entente de cinq ans visant l'équité salariale de notre personnel et de nos éducatrices conclues au printemps 2012 pour atteindre les mêmes conditions que ceux des CPE;

**Considérant que** le gouvernement du Parti québécois n'a aucune considération face au réseau des garderies privées subventionnées, partenaire de premier ordre pour la qualité de son offre de services auprès de 100 000 parents québécois;

**Considérant que** la ministre Léger est totalement intransigeante et qu'elle démontre une incapacité quotidienne dans la gestion des dossiers relatifs à la famille et à la petite enfance;

**Considérant que** la ministre Léger sème la discorde dans notre réseau et qu'elle est incapable d'exercer ses fonctions de ministre de manière positive, afin de mettre au premier plan la qualité du réseau et les intérêts de près de 50 000 enfants;

**Considérant que** madame Nicole Léger ne démontre aucune habileté à rassembler le réseau des services de garde dans une direction commune, axée sur la qualité et l'équité, et que, depuis son arrivée comme ministre, toutes les décisions prises sont appliquées de façon abusive, unilatérale, et sans aucune consultation ou considération de ses partenaires;

**Considérant que**, joignant l'insulte à l'injure, les compressions budgétaires s'appliquent également sur les 7 \$ payés par les parents, ce qui devient une autre source d'impôts déguisée pour les familles québécoises.

**Pour toutes ces considérations, il est résolu de mettre en place un plan d'action automnal visant la mobilisation de notre réseau et de nos familles, lors de diverses manifestations qui incluraient des rassemblements lors des évènements politiques organisés par le gouvernement. Le réseau des garderies privées subventionnées boycottera également divers comités gouvernementaux et ne participera pas à la grande enquête québécoise Grandir en Qualité. Tous les autres actions ou moyens de pression que nous pourrions entreprendre seront communiqués aux gestionnaires de garderies tout au long de l'automne.**